ticle 4002O, en particulier, lequel se lit comme suit, ou :
 "Qu'elles aient été inscrites dans le registre médical du Royaume Uni, et sont devenues qualifiées pour exercer leur dite profession dans le dit Royaume Uni, après une période de pas moins de cinq années d'études, pendant lesquelles elles ont résidé sans interruption, dans le dit Royaume Uni," — ne rencontre pas les vues des autorités médicales d'Angleterre, nous désirons vous assurer que, dans l'intention des Législateurs, ce proviso n'est applicable qu'aux médecins canadiens qui voudraient essayer de se libérer des exigences de notre loi, à la faveur d'une licence du "General Medical Council", et d'obtenir notre propre licence, sans passer l'examen préliminaire requis par le premier proviso du même article 4002O.

Veillez croire, que la loi médicale de Québec ouvre toutes grandes ses portes à tous les médecins porteurs d'une licence d'Angleterre, si ce n'est aux médecins Canadiens qui ne se sont pas conformés au premier proviso de l'article 4002O.

Nous ne voulons pas que les médecins irréguliers de notre province extorquent notre licence par voie d'échange avec une licence anglaise.

Nous ne voulons pas, non plus, par ce moyen détourné, établir l'échange de licence interprovinciale.

Nous vous serions reconnaissant si, ayant étudié notre loi médicale et pris en considération les positions que nous entendons garder vis-à-vis nos médecins canadiens irréguliers, vous nous adressiez une reconnaissance officielle de notre loi, telle que passée.

Par contre, s'il vous est impossible de l'accepter telle qu'elle est, nous sommes désireux de connaître quels changements vous voudriez qu'il lui soient faits.

Veillez croire que l'échange de notre licence avec celle de la Grande Bretagne nous est fort agréable, et que nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour surmonter tout obstacle qui entrave son parfait établissement.

En attendant, M. le Président m'autorise à vous dire que le Bureau médical de Québec continuera l'échange de la licence provinciale avec celle du "General Medical Council" selon la teneur de notre loi.

J'ai l'honneur d'être,

Cher Docteur,

Votre serviteur dévoué,

(Sig) JOSEPH GAUVREAU,

Regist. Coll. M. et C., P. Q.

Suit lecture de plusieurs lettres échangées entre les autorités anglaises et canadiennes à ce sujet, d'où il appert que la question non résolue est encore à l'étude.

Rapport de l'Auditeur

Au Président et aux Gouverneurs du Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, pour l'exercice finissant en juillet 1910.

Messieurs,

J'ai certifié les états ci-annexés, marqués "A. B. C. D", après avoir examiné, pointé et vérifié les recettes et déboursés et les écritures des différents livres de la Comptabilité du Collège, je les crois exacts et un exposé fidèle des opérations pour l'exercice finissant le 30 juin 1910. Mais je ferai toutefois remarquer que mon rapport, cette année, ne peut comprendre le contrôle des noms; le contrôle des recettes provenant des honoraires des Candidats à l'admission, à l'Étude ou à la Licence, qui s'y rattache, n'est que partiel, la filière par laquelle doivent passer les Candidats ne se terminant qu'à l'assemblée même du bureau, lequel se prononce en dernier lieu sur l'admission ou le rejet des Candidats.

CONTRIBUTIONS: Mes observations de l'an dernier relativement au Régistre des Contributions sont encore d'actualité. La méthode suivie étant la même, le contrôle de ces écritures ne peut s'effectuer d'une manière satisfaisante. Sur le montant de \$3007.70 de Contributions dues, comme il appert au bilan ci-annexé, il doit être prélevé environ 10 p.c pour pertes probables.

Je n'ai pu établir le montant dû aux Candidats malheureux pour remise d'honoraires; cela ne peut se faire qu'avec le contrôle des noms.

COMPTABILITE: Les mêmes livres de Comptabilité sont encore en usage. La centralisation de l'administration demande cependant un changement radical dans la méthode de tenir les livres du Collège. Si le bureau désire se rendre un compte exact de la situation financière, il serait nécessaire de réorganiser la Comptabilité et de fixer une autre date que celle du 30 juin comme fin d'année fiscale. Le 31 juillet serait une date avantageuse, je crois.

HONORAIRES: Les articles 4001 et 4002F de la Loi Médicale de 1909, quant au paiement des honoraires que le Candidat doit faire au Registraire quinze jours avant la date des examens n'ont pas été suivis dans bien des cas. Je crois qu'il serait utile pour le bon fonctionnement du Collège de faire observer plus rigoureusement ces dispositions de la loi.

BILAN AU 30 JUIN 1910

ACTIF :

Argent en Banque et en caisse.....	\$2,444.96
Ameublement.....	187.78
Contributions dues par les médecins.....	\$3,007.70
Moins contributions payées d'avance.....	2,578.00
	429.70

\$3,062.44

PASSIF :

Comptes dus au 30 juin 1910 :

Balance d'allocation au Président.....	\$269.00
Dr Howell, examinateur, mai 1910.....	10.00